



## Comptes définitifs 2014 de Guadeloupe Reprise modérée de l'activité

**E**n 2014, la croissance économique de la Guadeloupe est modérée à +2,1 % en valeur. Elle repose d'abord sur l'augmentation de la dépense publique. La consommation des ménages, si elle est relativement peu dynamique, joue tout de même son rôle de soutien important de l'activité. La faiblesse de la demande intérieure se répercute sur les échanges commerciaux qui se contractent et sur l'investissement qui poursuit une tendance baissière entamée en 2011. Le PIB par habitant s'élève à près de 20 900 euros courants en 2014 et poursuit son rattrapage des autres régions.

Ali Benhaddouche

La baisse de la croissance économique entamée en 2011 s'est poursuivie en 2012 et 2013 avant de se redresser modérément en 2014 à +2,1 %<sup>1</sup>. Cette croissance s'accompagne d'une faible évolution des prix qui devrait être favorable à la consommation des ménages. Or celle-ci est quasiment stable depuis 2010. La croissance, faute de s'affermir, reste trop modeste pour faire refluer le chômage, qui se maintient à un niveau élevé (22,9 %). L'emploi recule de 2,9 % et concerne principalement l'industrie et la construction.

### Timide progression de la consommation des ménages

Face à l'activité économique atone, la consommation des ménages augmente de 1,0 % en valeur, dans un contexte de faible inflation (+0,3 %). La demande

peu dynamique se répercute sur le niveau des échanges commerciaux. Les importations de produits alimentaires et les ventes de voitures particulières progressent respectivement de 1,9 % et 1,5 % sans compenser les replis des années précédentes. Les importations de biens de consommation restent relativement stables. Le revenu disponible

brut des ménages (RDBM) progresse de 3,8 % mais ne permet pas à la consommation de se redresser significativement. En effet, la persistance d'un chômage toujours élevé et l'incertitude accrue sur l'environnement économique ont pesé sur les salaires et le moral des ménages, les incitant à accroître leur épargne de précaution. Le taux d'épargne des mé-

### 1 La dépense publique s'affirme comme un relais de croissance

Les principaux agrégats en Guadeloupe (en million d'euros courants)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014/2013
Produit Intérieur Brut	7446	7824	7468	7800	8068	8 224	8 246	8 416	2,1
Consommation finale	7772	8316	7795	8122	8403	8 550	8 592	8 731	1,6
- dont ménages	4 608	5 012	4 398	4 553	4 708	4 754	4 753	4 810	1,2
- dont APU*	3 164	3 304	3 397	3 570	3 695	3 796	3 601	3 921	8,9
Investissements	1 632	1 703	1 443	1 644	1 705	1 619	1 589	1 551	-2,4
Variations de stocks	75	43	13	-55	-50	-19	25	-36	nd
Importations	2 891	3 060	2 479	2 686	2 862	2 817	2 936	2 795	-4,8
Exportations	858	822	695	774	872	891	976	965	-1,2

\* Administrations publiques

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014.

1- Les comptes définitifs sont publiés trois ans après le millésime (à N+3). Ce délai s'allonge lorsqu'est adoptée une nouvelle année de référence pour rebaser les séries, comme en 2018. Les comptes définitifs de 2014 sont ainsi diffusés en 2019 (voir encadré Sources et méthodes).

nages a progressé de deux points entre 2013 et 2014 et s'est établi à 25,5 %. Les ménages ont également moins investi dans l'immobilier malgré des taux d'intérêt bas. Signe d'une situation économique dégradée, le nombre d'allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales de Guadeloupe a progressé de 2,6 % entre 2011 et 2014. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) institué dans les DOM depuis 2011.

En tenant compte de l'augmentation des prix, le RDBM augmente ainsi de 3,5 % en volume, ce qui correspond à l'évolution du pouvoir d'achat total en Guadeloupe. Ramené à la population, il mesure le pouvoir d'achat individuel. Il se renforce en 2014 (+ 4,9 % en volume) et poursuit sa progression entamée en 2011.

### La dépense publique soutient la croissance

La consommation des administrations prend le relais de celle des ménages. Elle est en hausse de 2,2 % en 2014 après une baisse de 4,7 % en 2013. Elle concerne notamment les collectivités locales. L'augmentation est due à la fois aux charges de personnel et aux achats et charges externes. La dépense publique reste le moteur principal de l'activité. Sa progression, au travers des salaires distribués et des commandes publiques passées, soutient la croissance de l'activité économique, même si les conséquences ne sont pas neutres sur le niveau de la dette publique.

L'année 2014 a été riche en investissements publics, comme le Mémorial ACTe (61,5 millions d'euros au total), la construction du terminal régional de l'aéroport Pôle Caraïbe (20,5 millions d'euros au total) ou encore l'achèvement fin 2014 de la première tranche des travaux du parc d'activités Antillopôle (21,6 millions d'euros). Toutefois, l'activité de la construction, habituellement soutenue en Guadeloupe par l'investissement public, a été impactée par les contraintes budgétaires des collectivités et les échéances municipales.

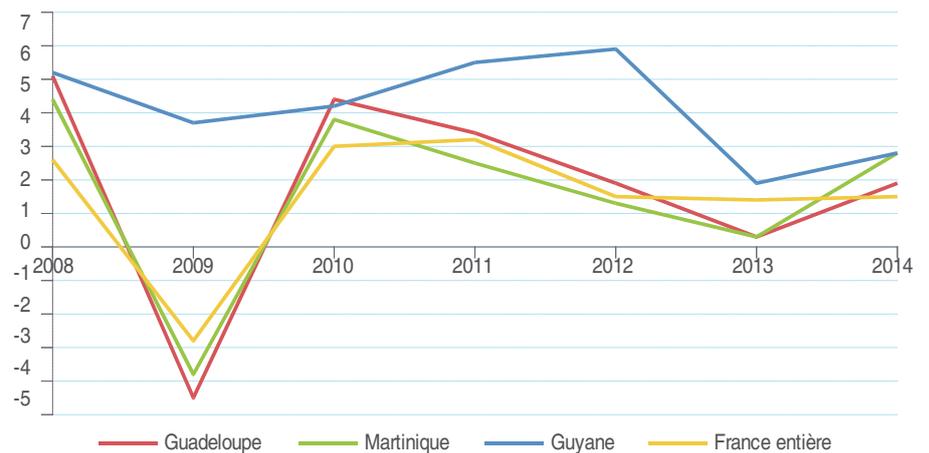
### Les incertitudes affectent l'investissement

Dans un contexte économique toujours incertain, l'investissement montre à nouveau des signes de faiblesse. En 2014, il diminue de 6,2 % en valeur comme en témoignent les importations de biens d'équipement et intermédiaires qui baissent nettement malgré une embellie en fin d'année (respectivement - 12,8 % et - 7 %).

Le taux d'investissement des entreprises est passé de 24, 2 % à 14 % entre 2010 et 2014. Le tissu productif guadeloupéen est compo-

## 2 Rebond modéré de la croissance économique de la Guadeloupe

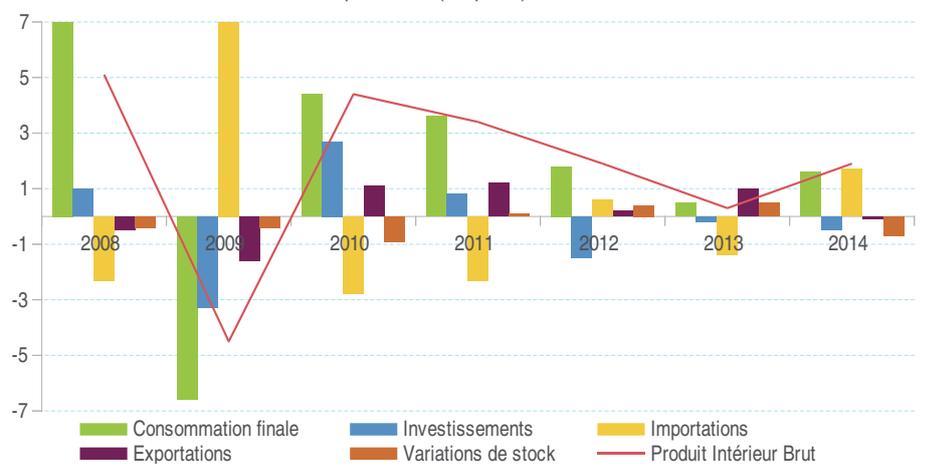
Évolution du Produit Intérieur Brut en valeur (prix courant)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs des Antilles-Guyane, comptes nationaux - Base 2014.

## 3 La consommation soutient une croissance modérée

Le Produit Intérieur Brut et ses composantes (en point)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014.

### Au-delà du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur économique considéré comme le plus représentatif de la richesse monétaire dégagée par un appareil productif national (ou régional). Cependant, comme tout indicateur statistique, il présente des avantages et des inconvénients. Ces dernières années, l'usage du PIB comme indicateur global de progrès économique et social a été remis en cause et en 2009, une commission internationale présidée par Joseph Stiglitz a pointé certaines de ses limites. Le PIB actuel constitue une mesure quantitative de la production de richesse d'un pays mais cette mesure n'intègre pas d'indicateurs de développement social ; elle ne prend pas non plus en compte la question de la soutenabilité de la croissance économique, notamment en termes écologiques du fait des externalités négatives de la production (nuisances sonores, pollution atmosphérique, occupation d'espace...), ni la production réalisée en dehors du marché des biens et services (par exemple, les travaux domestiques, d'éducation des enfants...).

sé de très nombreuses petites entreprises. Ces dernières investissent peu, en lien avec le niveau de leur activité. Elles sont également plus sensibles aux aléas conjoncturels. L'investissement reste déterminé par une très petite minorité de grandes et très grandes entreprises: 1 % d'entre elles portent 72 % de l'investissement total. Favorisé comme en France métropolitaine par le niveau historiquement bas des taux d'intérêt, l'investissement immobilier ré-

siste. L'encours des crédits à l'habitat progresse de 2,9 %, après + 6,0 % en 2013.

### Tassement des échanges commerciaux

La faiblesse de la demande intérieure se répercute sur les échanges commerciaux qui se contractent en Guadeloupe en 2014. Après une progression significative en 2013, les importations hors produits pétroliers baissent de 4,8 % en valeur en 2014,

conséquence de la baisse des importations de produits de consommation courante des ménages, ainsi que de biens d'équipement et de biens intermédiaires des entreprises. Les importations de ciment sont également en retrait et traduisent les difficultés du secteur de la construction. C'est le résultat d'un investissement qui régresse.

Hors produits pétroliers, les exportations sont également peu dynamiques en 2014 (-1,2 % en valeur). En particulier les exportations de transport, réalisées par les compagnies aériennes locales, diminuent. En revanche, les conditions climatiques favorables et la hausse significative des replantations de cannes en 2013 (+38 %) ont amélioré la production de canne à sucre. De ce fait, les exportations de rhum bondissent de 17,7 % en volume et la production de sucre s'envole (+30,6 % en volume). Les expéditions de bananes sont en constante progression depuis 2011 (+3 % en 2014). Les dépenses touristiques, comptabilisées en tant qu'exportations, sont orientées à la baisse (-6 %). L'activité touristique a été marquée par une succession d'événements (grève de l'essence, coupures d'eau, épidémie de chikungunya) qui ont affecté la bonne marche du secteur. Le poids des dépenses des touristes représente 4 % du PIB en 2014.

### Le PIB par habitant réduit l'écart avec le niveau national

En 2014, le PIB régional par habitant s'élève à près de 20 900 euros courants contre 27 900 euros en moyenne en province (hors Île-de-France). Avec une évolution démographique légèrement négative (-0,5 %), le PIB par habitant de la Guadeloupe augmente plus rapidement que le PIB par habitant des autres régions de France métropolitaine (hors Île-de-France) : +2,2 % sur un an contre 0,9 %.

La richesse par habitant en Guadeloupe reste néanmoins inférieure de 25 % à la moyenne des régions françaises métropolitaines (hors Île-de-France). Toutefois, la Guadeloupe poursuit son rattrapage : sur la période 2007-2014, l'écart s'est réduit de six points. Cette croissance globale masque deux périodes bien distinctes, liées à l'arrivée de la crise économique et financière en Europe et la crise sociale aux Antilles-Guyane. En province, le PIB par habitant baissait de 0,6 % entre 2007 et 2010 tandis qu'en Guadeloupe, moins impactée par le choc économique, cet indicateur progressait de 1,5 % par an. L'écart s'est réduit de 4,5 points durant cette période.

Entre 2010 et 2014, le PIB par habitant progresse de 1,3 % par an dans les régions métropolitaines hors Île-de-France et de 1,9 % par an en Guadeloupe. Le différen-

#### 4 La consommation des ménages peine à retrouver son niveau précédant la crise de 2009

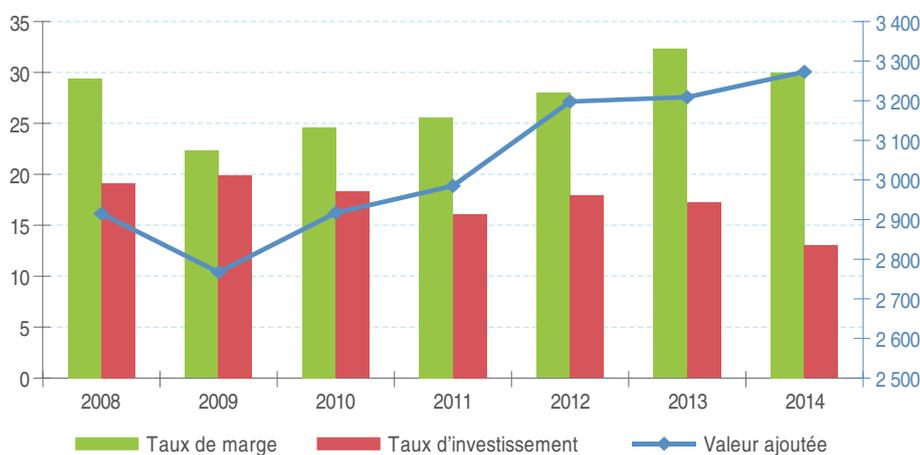
Consommation, revenu et épargne des ménages en Guadeloupe (en million d'euros courants et en %)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014.

#### 5 L'investissement est en perte de vitesse depuis 2010

Taux de marge et taux d'investissement en Guadeloupe, en valeur (en % et en million d'euros)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guadeloupe, base 2014.

tiel d'évolution s'est fortement réduit entre les deux territoires et explique le plus faible rythme de rattrapage (-1,5 point).

La structure par âge de la population guadeloupéenne conjuguée à la difficulté d'accéder au marché de l'emploi constituent des facteurs défavorables à la création de richesse par habitant, au regard de la moyenne en France métropolitaine hors Île-de-France. En 2014, le chômage est 2,4 fois plus élevé qu'en France métropolitaine (9,9 %). Le taux d'emploi (49,2 %) est bien inférieur à celui observé dans les autres régions françaises (63 %).

Les caractéristiques géographiques et physiques des territoires ultramarins, souvent qualifiés de « petites économies insulaires », expliquent leurs handicaps économiques : de par leur position géographique, ces régions sont à la fois isolées et éloignées par rapport à la France métropo-

litaine. Elles se caractérisent de plus par des marchés du travail de faible étendue. La persistance d'un chômage élevé couplée à une offre éducative insuffisante nourrissent d'intenses mouvements migratoires vers la France métropolitaine. Les jeunes de 15 à 25 ans, moins expérimentés, sont les premières victimes du chômage : 56,0 % contre 23,4 % en France métropolitaine.

La structure du tissu productif influe également négativement sur le niveau de l'indicateur. En effet, la productivité apparente du travail varie beaucoup d'un secteur à l'autre. Elle est ainsi très forte dans le tertiaire marchand alors qu'elle est plus faible dans le non marchand (administrations, éducation, santé...). L'effet sectoriel est défavorable dans la région, compte tenu notamment du poids relativement faible de l'industrie et de la surreprésentation du tertiaire non marchand. ■

## Définitions

**Produit intérieur brut (PIB)** : mesure de la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Les PIB mentionnés dans cette publication sont mesurés en valeur (ou à prix courants).

**Revenu disponible brut des ménages (RDBM)** : revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité (rémunérations salariales y compris cotisations légalement à la charge des employeurs, revenu mixte des non-salariés), des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d'assurance-vie...) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

**Valeur ajoutée (VA)** : solde du compte de production. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

**Consommation intermédiaire** : valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

**Excédent brut d'exploitation (EBE)** : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production et augmentée des subventions d'exploitation.

**Taux de marge (EBE/VA)** : ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

**Taux d'investissement** : ratio qui rapporte l'investissement corporels bruts hors apport à la valeur ajoutée (VA).

**Taux d'épargne** : ratio qui rapporte l'épargne des ménages au revenu disponible brut.

**Taux d'emploi** : le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

## Sources et méthode

La comptabilité nationale vise une description la plus pertinente possible du fonctionnement de l'économie. Des changements de base réguliers sont opérés pour tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie, et des sources statistiques (enquêtes ou données administratives notamment) qui permettent de le décrire.

En 2015, les comptes nationaux sont passés en base 2010, notamment pour mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010, modifiant en particulier le champ des dépenses comptabilisées en investissement pour y inclure les dépenses en R&D et en systèmes d'armes. En 2017, ils sont passés en base 2014 pour comptabiliser le trafic de stupéfiants et caler les échanges extérieurs de services sur les données de la balance des paiements.

En 2019, les comptes régionaux Antilles-Guyane sont à leur tour passés en base 2014. Ce changement comprend toutes les recommandations du SEC 2010 sauf celles qui relèvent de la prérogative nationale, tels les systèmes d'armes, ou qui n'ont pas un impact significatif sur l'économie de la région Antilles-Guyane tel que le travail à façon.

L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet l'élaboration de comptes régionaux en Guadeloupe, Guyane et Martinique selon les méthodes et concepts du système de comptabilité nationale. Les comptes des DOM sont en base 2014. La production de ces comptes régionaux n'est donc pas une régionalisation des comptes nationaux comme dans les régions métropolitaines.

Les comptes régionaux annuels donnent une fois par an une description globale et détaillée de l'économie régionale. Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches, les comptes des secteurs institutionnels et les tableaux entrées-sorties (TES) ainsi que les tableaux économiques d'ensemble (TEE).

Service territorial de Guadeloupe  
Parc d'activités de Jabrun  
97122 Baie Mahaut

Directeur de la publication :  
Yves CALDERINI

Rédacteur en chef :  
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjointe :  
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page :  
Myriam JELAINÉ

ISSN : 2416-8106  
© Insee 2019

## Pour en savoir plus

- « La Guadeloupe en 2014 », Rapport annuel de l'IEDOM, juin 2015, consultable sur [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr).
- « Le bilan économique 2014 en Guadeloupe », *Insee conjoncture n° 1*, mai 2015.
- Hurpeau B., « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », *Insee Focus n° 60*, juillet 2016.
- Les comptes économiques des DOM », consultables sur [www.cerom-outremer.fr/guadeloupe](http://www.cerom-outremer.fr/guadeloupe) et sur [www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe).

